

rouge

journal d'action communiste



1969
année
rouge

n° 8

paraît tous les
quinze jours
24 décembre 1968

l'année rouge



L'année 1968 restera tristement célèbre dans les annales de l'histoire bourgeoise. Cette année représente en effet une année-charnière. Elle marque la fin de la période de stabilité relative du système capitaliste mondial, et ouvre une période nouvelle de crises et de convulsions. Rarement on a vu une montée aussi impétueuse et aussi générale des luttes.

L'année 1968 est l'année de la défaite militaire de l'impérialisme U.S. au Vietnam. En Amérique latine, la lutte anti-impérialiste a connu un essor sans précédent. La vieille Europe capitaliste, prétendument apathique et satisfaite, a subi une intensification généralisée des luttes de classes, culminant en mai-juin en France, dans la plus puissante grève générale de notre histoire. Aujourd'hui la « contestation » se développe en Italie, en Espagne, en République Fédérale Allemande, en Angleterre... Dans les pays de l'Est, des secteurs de masses sont passés à la résistance active contre le système bureaucratique. Le vieux monde craque de toutes parts. Les privi-

légiés sentent venir les mauvais jours. L'inquiétude et la « mélancolie » se sont substituées à l'optimisme béat de rigueur jusqu'ici.

La crise du système capitaliste et la montée de la révolution mondiale ont engendré, sur l'extrême-gauche, des forces politiques neuves, les nouvelles avant-gardes révolutionnaires. Partout dans le monde, celles-ci connaissent un développement important. Si elles parviennent à s'organiser fermement, si elles se montrent capables de se lier aux masses, si elles décident de se coordonner internationalement, les nouvelles avant-gardes briseront l'emprise du réformisme sur la classe ouvrière et jetteront les bases de l'édification de nouveaux groupes révolutionnaires, susceptibles d'orienter le mouvement des masses vers l'épreuve de force avec le Pouvoir.

La montée internationale de la Révolution détermine une étroite indépendance des Fronts. Plus que jamais, la lutte des classes est une réalité fondamentalement internationale. Plus que jamais la coordination des luttes, l'assimilation des expériences, l'élaboration des stratégies doit

se réaliser au niveau international. Les composantes marxistes-léninistes des nouvelles avant-gardes doivent se regrouper internationalement, afin d'apprendre à se connaître et à coopérer. Les bases objectives existent désormais pour la construction d'une internationale révolutionnaire de masse. Les nouvelles avant-gardes doivent être partie prenante de cette construction. Car les partis révolutionnaires que nous voulons construire, ne seront des partis révolutionnaires que s'ils se situent résolument sur le terrain de l'internationalisme, c'est-à-dire, que s'ils se conçoivent comme sections nationales d'un Parti mondial de la Révolution, poussant ses tentacules partout où règne le Capital ou la Bureaucratie. Quitte à fournir un semblant de consistance aux divagations marcellinesques concernant le complot international « Rouge » s'efforcera, en 1969, de prendre contact avec les éléments marxistes-léninistes des divers mouvements révolutionnaires internationaux, en vue de poser et de commencer à résoudre ce problème.

Je désire prendre contact avec la rédaction de **Rouge** :

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un **Cercle Rouge**.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

où en sommes-nous ? où allons-nous ?

Dans le « Monde » du 10 décembre, Jacques Fauvet écrit : « Deux crises sans précédent en six mois, c'est assez pour que les bons esprits en redoutent une troisième et s'inquiètent de l'avenir. Le vocabulaire d'antan revient d'un coup : crise du régime ou de confiance ?... »

Pour l'éditorialiste du « Monde », oracle de la bourgeoisie éclairée, c'est au cœur du système qu'il faut chercher les causes de l'impasse : « En vérité, il n'y a plus de citoyens, il n'y a que des foules qui passent, au gré des événements, de l'espoir à la peur... » Et Fauvet conclut, très déprimé : « Si tous ceux qui refusent l'ordre communiste ne s'emploient pas à reconstruire ensemble une opinion, une société, un système politique, le régime risque d'aller de crise en crise et de miracle en miracle, jusqu'au jour où, le besoin d'autorité et la peur du vide aidant, un autre ordre s'établira, dont nul ne veut aujourd'hui, mais que beaucoup accueilleront au moins dans un premier temps avec soulagement : le fascisme. »

Cette analyse indique l'ampleur du désarroi qui gagne la classe dominante. La bourgeoisie est inquiète quant à l'avenir du régime qui permette d'asseoir sa domination sur des bases plus solides. Elle cherche à rebâtir un système de pouvoir.

LES TENTATIVES DE REPLATRAGE BOURGEOIS

Déjà les tentatives d'amendement du régime se multiplient. Les hommes du Centre, les Duhamel, les Pleven, etc., font des offres de service assorties de conditions : ils ne prendront de responsabilités que sur la base de « changements sérieux ». Mais l'offensive principale est venue de Giscard d'Estaing. Celui-ci est, ne l'oublions pas, autrement représentatif du grand capital que les hommes du P.D.M. Il est le successeur des Paul Reynaud, des Pinay, etc. Il exprime les « sentiments » de la grande bourgeoisie, celle qui en 1958 a été ravie de trouver en de Gaulle l'homme providentiel, qui a payé chèrement ses services, mais qui, tout en le portant au pouvoir, n'a jamais voulu identifier son sort au sien. Giscard d'Estaing résumait sa politique dans la formule célèbre « oui, mais... ». Depuis mai-juin, les « mais » sont allés en s'amplifiant.

Lors de la crise monétaire, Giscard d'Estaing et les siens ont parlé fort, pour alerter les possédants. « Vous avez cent-cinquante jours pour réussir votre politique » fut-il déclaré au gouvernement. Mais ce qui est le plus symptomatique, c'est la question sur laquelle Giscard d'Estaing mène bataille. Il ne s'agit pas de problème économique ou monétaire. Les giscardiens s'en prennent principalement à la volonté gaulliste de procéder à un nouveau référendum sur la réforme des institutions de l'Etat. La grande bourgeoisie n'a que faire de la démocratie parlementaire. Mais elle connaît l'histoire de France. Elle sait que les Bonaparte se font plébisciter, même à la veille d'un Sedan ou d'un Waterloo. Elle craint par-dessus tout le vide politique institué par le style bonapartiste d'exercice du pouvoir. Elle veut reconstituer un « système politique » instituant entre les masses et le pouvoir de nouveaux « corps intermédiaires » susceptibles d'amortir les tensions et de résorber les conflits.

Mais il s'agit là d'une entreprise de longue haleine, d'ailleurs aléatoire, alors que l'urgence de la situation saute aux yeux. Aussi, la bourgeoisie est-elle morose, le prix de l'or ne cesse de monter, les journalistes tiennent des propos mélancoliques, et l'Etat gaulliste instaure un climat ouvertement policier.

UNE GAUCHE ASTHMATIQUE

Ce n'est donc plus un secret pour personne, le régime a du plomb dans l'aile. Mais sa faiblesse réelle reste marquée par la faiblesse plus grande encore de ses « opposants ». La F.G.D.S. est morte sans même envoyer de faire part. Aux élections législatives partielles des Hauts-de-Seine, son candidat passe de 9,22 % des suffrages exprimés en mars 1967 à 1,94 % en décembre 68 ! François Mitterrand, ce Zozo, a disparu dans une chausse-trappe. Guy Mollet s'en est allé cultiver son jardin. Personne ne veut se compromettre dans la honteuse débâcle de la gauche démocrate. Seule force structurée demeurant sur la gauche, le P.C.F. a tenu son Comité central extraordinaire en vue de compléter son programme à la lumière des événements de mai, juin et novembre. Il

en est sorti son nouveau « Manifeste du Parti Communiste » qui reprend intégralement l'orientation politique antérieure, tout en introduisant quelques innovations terminologiques. Il est certes à nouveau question de « dictature du prolétariat », et les « gauchistes » ne sont plus présentés comme l'ennemi principal. Une certaine roideur de ton est indispensable vu l'état d'esprit de la classe ouvrière. Mais sur le fond, la stratégie qui vient de faire lamentablement faillite est rigoureusement conservée. Le renouveau se borne à l'étiquette : désormais, il s'agit d'instituer une démocratie « avancée », alors qu'autrefois on parlait de démocratie « restaurée », « renouée », « nouvelle », « authentique » ou « véritable ». Qu'on ne s'y trompe donc pas : il y a longtemps déjà que le P.C.F. a franchi le seuil de la dégénérescence. Rien ne saurait l'arrêter dans sa marche vers la social-démocratisation. **L'avenir politique de ce parti se situe sans cesse plus à droite, même s'il doit concéder temporairement quelques durcissements verbaux à la combativité des masses.** Sa politique face à la vague de licenciements en octobre-novembre, son attitude dans la grève Renault plus récemment, sont là pour le rappeler à ceux qui se laissent prendre aux mirages des mots. En fait, le P.C. s'efforce une fois de plus de concilier les termes de sa contradiction fondamentale : d'une part, il ne peut concevoir d'issue politique que dans le cadre d'une collaboration de classe accrue avec la bourgeoisie, d'autre part, il lui faut appliquer prudemment sa ligne s'il veut éviter qu'une partie décisive de sa base ouvrière ne se détourne de lui et sombre dans le « gauchisme ». Aujourd'hui, cette contradiction se trouve exacerbée, d'une part, parce que la marge de manœuvre de la bourgeoisie étant réduite, une politique de collaboration revient directement à remettre en selle le grand capital et l'Etat bourgeois sans aucune contrepartie économique pour la classe ouvrière. D'autre part parce que le gauchisme est devenu un phénomène de masse dans les entreprises, parmi les jeunes ouvriers et aussi parmi les travailleurs adultes. Rares sont aujourd'hui les grandes entreprises qui ne comptent pas des dizaines, voire des centaines de travailleurs gauchistes. Et il se trouve qu'aujourd'hui les « idées gauchistes » sont étrangement conformes à la réalité vécue des travailleurs. La formidable chasse aux sorcières organisée par le P.C.F. et la C.G.T., dans les entreprises et dans leurs propres rangs, n'a pas d'autre fondement. De même d'ailleurs, que l'impossibilité où se trouvent les stalinien pour réprimer les militants révolutionnaires, diffusant leurs tracts et leur presse à la porte des usines, ou animant un C.A. (1).

Aussi peut-on s'attendre à ce que le P.C.F. cède quelque peu à la pression des masses et lance quelques luttes sectorielles, à la condition qu'il soit sûr de les contrôler et qu'il ne craigne pas de déclencher par des « actions exemplaires » une dangereuse généralisation.

VERS UN NOUVEL ESSOR DES LUTTES

Où en sommes-nous, où allons-nous ? Telles sont les questions que se posent les militants. Ceux-ci savent bien que le rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat né de la crise de mai, ne peut pas se maintenir indéfiniment. Seuls les réformistes s'imaginent qu'un rapport de force favorable à la classe ouvrière peut être maintenu à son apogée, sur une longue période. Ils évoquent la permanence du rapport des forces pour « démontrer » la viabilité des réformes. Mais les marxistes révolutionnaires savent bien qu'il ne s'agit là que d'une illusion réformiste : lors de la crise révolutionnaire, les secteurs retardataires de la classe ouvrière entrent en lutte et accèdent à la conscience de classe ; des couches nombreuses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes rejoignent le camp du prolétariat dans un front commun de lutte. Si la situation révolutionnaire ne se transforme pas en révolution victorieuse, si la bourgeoisie inflige une défaite partielle au mouvement de masse, un processus de désagrégation s'effectue inévitablement dans le camp du prolétariat. Une première rupture se produit entre classe ouvrière et certaines couches petites-bourgeoises qui quittent

(1) Lorsque les permanents font mine de malmenager nos camarades à la sortie d'une usine ou sur un marché de banlieue, ils suscitent immédiatement des rassemblements désapprobateurs et sont contraints d'adopter une attitude relativement pacifique. Mais gare aux militants qui se laissent isoler dans un « petit coin bien tranquille ».

leur expectative pour rejoindre le camp de la réaction. Mais des fissures s'introduisent aussi parmi les diverses couches de la classe ouvrière. Les secteurs les plus arriérés sont gagnés par la démoralisation et retombent sous l'influence des classes dominantes. Les secteurs avancés tendent à s'isoler et deviennent une cible vulnérable aux coups de la répression. La bourgeoisie reprend l'initiative et commence à récupérer énergiquement ce qu'elle a dû céder. Telle est, en gros, la situation que nous avons connue de juillet à novembre, période de reflux partiel du mouvement de mai.

Mais pour inverser durablement la tendance et reconquérir toutes ses positions, encore faut-il que la classe dominante ait une marge de manœuvre suffisamment large pour pouvoir mener une politique différenciée. Encore faut-il qu'elle dispose de suffisamment de ressources pour financer par des concessions aux uns et des coups de matraques aux autres la dislocation du front ouvrier. Encore faut-il qu'elle ait suffisamment confiance en son propre avenir et en son propre régime, pour ne pas céder aux mouvements de panique, où chaque capitaliste cherche avant tout à sauver son propre magot.

La crise de novembre, déclenchée par une bourgeoisie aux abois, a porté un coup sévère au pouvoir et a ruiné sa stratégie de reprise en main.

Si les organisations réformistes de la classe ouvrière se sont avérées incapables de réamorcer un processus de montée révolutionnaire, la classe dominante s'avère incapable d'imposer un réel reflux au mouvement. Au point de vue du rapport des forces entre les classes, nous nous situons à un palier, nous vivons une période de latence ; la classe ouvrière et les étudiants demeurent éminemment combattifs. Ils ont conservé intact leur potentiel de combat. La crise de l'Etat bourgeois renforce leur détermination. Si les travailleurs ne sont pas prêts à déclencher un nouveau mouvement gréviste généralisé, ils entendent néanmoins réagir durement aux offensives du capital. Quant aux Universités et aux lycées soumis à l'incohérence des réformes Edgar Faure, ils constituent de véritables poudrières, dont le pouvoir allumage négligemment la mèche.

Le capitalisme français entre dans une période d'instabilité politique. Parviendra-t-il, aidé par les réformistes, à surmonter temporairement ses contradictions et à stabiliser le régime ? Ou bien va-t-on connaître un nouvel essor des luttes de classes, débouchant sur une nouvelle situation révolutionnaire ?

La réalisation de l'un ou l'autre terme de l'alternative dépend finalement de deux sortes de facteurs :

1° En premier lieu l'évolution de la situation internationale sera déterminante. Si l'ordre et l'expansion règnent dans la plupart des pays capitalistes, la bourgeoisie française, soutenue par la bourgeoisie internationale, pourra trouver le temps et les ressources nécessaires pour surmonter la situation. Mais, précisément, il y a fort peu de chances que « l'ordre » et « l'expansion » règnent en 1969 dans les pays capitalistes avancés. Au contraire, les difficultés économiques graves, et les tensions sociales explosives s'accumulent sur l'Europe capitaliste et l'Amérique du Nord (voir « Rouge » n°s 6, 7 et 8).

Loin de jouer dans le sens d'une résorption des déséquilibres du capitalisme français, l'évolution de la situation internationale joue dans le sens de l'exacerbation de ses contradictions internes.

2° En second lieu, l'attitude de l'avant-garde, son degré d'organisation, sa capacité d'entraîner de larges masses dans la lutte contre le système, son aptitude à se lier à la classe ouvrière, seront également déterminants.

Ici aussi nous pouvons être optimistes. Les difficultés, les obstacles, les embûches de tout ordre ne manqueront pas sur notre chemin. La répression policière va s'abattre durement. Mais l'ampleur et la puissance du mouvement dans les universités et les lycées, l'appui des jeunes travailleurs et de l'avant-garde ouvrière adulte protègent le mouvement révolutionnaire et lui gagne sans cesse des militants nouveaux.

L'année 1969 sera haute en couleur.
Joyeux Noël, camarades !
Bonne Année,
Bonne Santé,
Nous fêterons dignement le centenaire de la Commune !

une nouvelle m révolutionnaire

Après vingt ans de reflux, la révolution socialiste est de nouveau en montée en Europe occidentale : tel est l'enseignement principal de l'année 1968 pour notre continent. Presque exactement deux décennies après la dernière grande action révolutionnaire d'un prolétariat d'Occident — la grève générale italienne du 14 juillet 1948 — les travailleurs et étudiants français ont rouvert la voie à la reprise de l'action révolutionnaire sur tout le continent.

Certes, il y eut les actions spectaculaires des travailleurs belges en décembre 1960-janvier 1961 et des travailleurs grecs en juin-juillet 1965. Mais il s'agissait de petits pays et d'explosions qui débouchaient rapidement sur un reflux du mouvement des masses.

En France, il s'agit d'un des pays-clé du continent. Beaucoup de signes indiquent qu'il n'y a point de risques de voir ce mouvement décliner rapidement. En outre — et c'est l'essentiel — la situation de plusieurs autres pays d'Europe occidentale se rapproche rapidement d'un climat similaire à celui de janvier-avril 1968 en France (d'un climat de « pré-mai »). C'est ce qui justifie la perspective d'une nouvelle montée révolutionnaire à l'échelle européenne.

D'où vient-elle ? Quelles sont les contradictions qui l'ont causée ? Quels sont les facteurs qui l'ont précipitée ?

1. — LE RALENTISSEMENT GENERAL DE LA CROISSANCE DE L'ECONOMIE IMPERIALISTE

Parmi les contradictions à long terme, une place de choix revient incontestablement au ralentissement de la croissance de l'économie capitaliste qui a commencé à se manifester à partir de 1966. Ce ralentissement a pris des formes différentes : récession en Allemagne occidentale, en Grande-Bretagne et dans plusieurs pays moins importants de l'aire impérialiste ; ralentissement de l'expansion, puis quasi-stagnation de la production, aux Etats-Unis ; expansion insuffisante en France (un quart de l'appareil productif français était inutilisé la veille de mai 1968). Seule l'Italie et le Japon ont échappé à cette tendance générale, parce qu'ils avaient connu une récession plus profonde quelques années plus tôt.

Ce ralentissement général de la croissance de l'économie impérialiste n'est pas la cause immédiate de l'accroissement prononcé de la combativité des masses qu'on enregistre en France, en Italie, en Espagne en Grande-Bretagne et ailleurs. Mais il a créé un climat économique propice à l'éclatement de crises pré-révolutionnaires.

En réduisant la marge de manœuvre dont dispose la bourgeoisie de chaque pays impérialiste ; en exacerbant la concurrence inter-impérialiste ; en aggravant la crise du système monétaire international, il a entraîné une **attaque générale du patronat contre des positions acquises par le mouvement ouvrier**. Les « ordonnances » gaullistes contre la Sécurité sociale ; la « politique des revenus » imposée par Wilson aux syndicats britanniques et « l'économie concertée » que la grande coalition ouest-allemande cherche à imposer aux syndicats allemands, sont les manifestations les plus frappantes de cette tendance générale. Réapparition ou augmentation du chômage ; ralentissement ou arrêt de l'augmentation des salaires réels (dans quelques cas même baisses temporaires de ces salaires) étaient les conséquences les plus importantes de cette offensive patronale. Cela a créé un climat de tension sociale accentuée, qui a laminé dans les masses les illusions gradualistes, électoraliste et réformistes, accumulées pendant la phase précédente.

Le cas de l'Espagne est particulièrement typique. Pendant les années d'expansion accélérée, les salaires avaient augmenté, le chômage avait reculé, la « libéralisation » du régime pouvait faire illusion. Dès que la récession ouest-allemande est survenue, les rentrées du tourisme espagnol ont stagné pour la première fois depuis plus d'une décennie, un reflux de travailleurs émigrés s'est produit. Du coup, les illusions dans la « libéralisation graduelle » se sont envolées. Le régime a durci sa répression. Les luttes ouvrières se sont rapidement politisées.

2. — LA RADICALISATION DE LA JEUNESSE OUVRIERE ET ESTUDIANTINE

Il s'agit d'un phénomène universel dans le monde impérialiste, dont la radicalisation des étudiants ne constitue qu'un aspect. La cause générale de cette radicalisation provient du fait que la croissance des forces productives au cours des quinze dernières années a également stimulé dans une proportion équivalente, sinon plus forte, de **nouveaux besoins** dans la jeunesse.

L'accélération du rythme d'innovation technologique a provoqué une véritable « coupure des générations » dans le domaine des besoins. Les anciennes

générations comparent leur niveau de vie actuel à celui de 1937 ou de 1947, et sont en partie satisfaites. Les nouvelles générations mesurent leur niveau de vie — qui ne comporte pas seulement la consommation d'objets matériels — aux **possibilités actuelles** de la science et de la technique. L'écart est énorme. Voilà la source essentielle de la « contestation » des jeunes : l'incapacité du néo-capitalisme à satisfaire leurs nouveaux besoins.

Cette cause générale est renforcée par des causes particulières dans divers milieux : « explosion universitaire » et faillite manifeste de l'Université bourgeoise pour les étudiants ; accentuation du chômage et de l'exploitation des jeunes pour les jeunes ouvriers ; menaces de voir se fermer les portes de l'Université et d'un emploi correspondant aux aspirations personnelles chez les lycéens, etc., etc.

Il y a interaction manifeste entre le ralentissement de la croissance économique et la radicalisation générale de la jeunesse. C'est parce que les moyens financiers supplémentaires ont fait défaut, au moment précis, pour élargir les concessions aux étudiants, que le plan Fouchet a été imposé. C'est parce que l'écart entre le taux d'accroissement de la productivité et celui d'accroissement de la production se creuse, que le chômage des jeunes tend à augmenter.

3. — L'APPARITION D'UNE NOUVELLE AVANT-GARDE JEUNE, INDEPENDANTE DU REFORMISME ET DU STALINISME

Nous nous trouvons de nouveau au croisement de deux tendances. La radicalisation générale de la jeunesse a réduit progressivement l'**impact** des organisations traditionnelles bureaucratiques sur la jeunesse. L'identification avec les seules luttes révolutionnaires de la décennie passée, celles de la révolution coloniale — Algérie, Cuba, Vietnam — a favorisé, dans l'avant-garde de la jeunesse, la constitution d'organisations trempées dans la confrontation avec le réformisme et le néo-réformisme krouchtchévien, trempées dans l'affrontement avec la bourgeoisie, son appareil d'Etat, sa police, et implantées solidement dans un milieu social : le milieu étudiant.

C'est là le fait capital nouveau. Numériquement, les « groupuscules » français, italien, ouest-allemand, britannique n'étaient pas qualitativement plus forts au début de 1968 qu'au début de 1960. Mais alors que les groupes révolutionnaires opéraient, dans le passé, sans base sociale propre, ils ont acquis cette base d'appui par suite de la radicalisation des étudiants, en raison de leur travail d'implantation correct dans ce milieu.

C'est ce qui leur a permis de jouer un rôle de détonateur.

Les travailleurs ne réagissent pas devant une escarmouche de 500 jeunes révolutionnaires avec la police. Mais 15.000 étudiants construisant des barricades et attaqués toute la nuit par les C.R.S., cela a provoqué un raz-de-marée dans l'opinion ouvrière.

4. — L'IMPACT DE LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE : L'OFFENSIVE DU TET ET LA REPRISE DES LUTTES DES MASSES DANS LES ETATS OUVRIERS BUREAUCRATISES

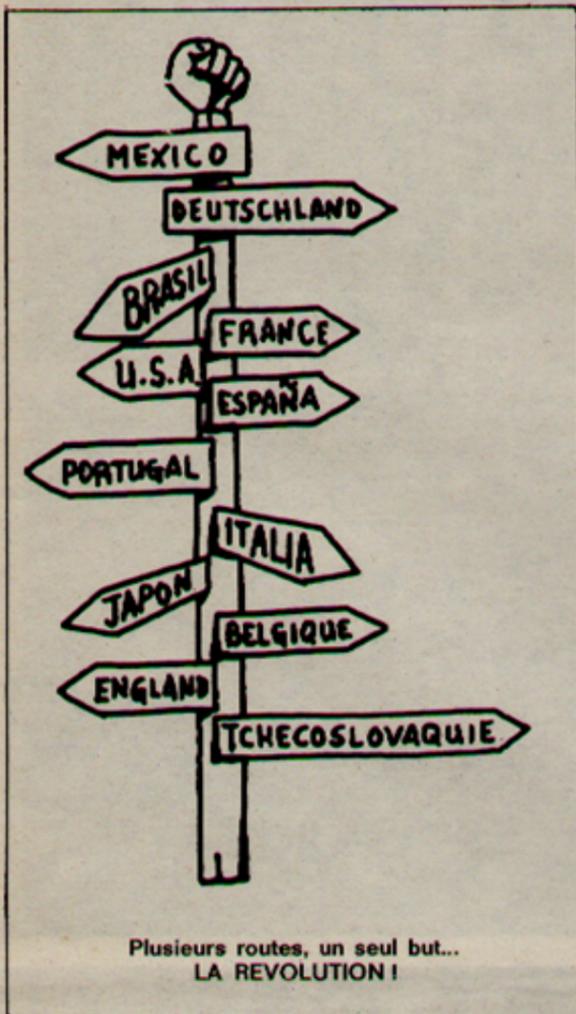
Par l'influence subjective que ces luttes ont exercée sur la formation d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire jeune en Europe occidentale, elles ont contribué à préparer la reprise de luttes révolutionnaires en Occident.

L'exemple de l'offensive du Têt du F.N.L. sud-vietnamien est particulièrement éloquent. Il y a un lien direct entre la réaction enthousiaste à l'égard de cette offensive, en Allemagne occidentale et en France ; le déclenchement des premières batailles de masse de l'extrême-gauche ouest-allemande (congrès Vietnam du 17-18 février 1968 à Berlin ; luttes contre le trust Springer à Pâques) ; et les podromes de mai 1968 en France (la révolte de Nanterre commence par suite de l'arrestation de militants manifestant pour le Vietnam).



**CERCLES ROUGES DE PROVINCE
ET DE BANLIEUE, organisez, multipliez,
les Meetings Centraux. Mais prévenez
le Comité de Rédaction de Rouge au
moins quinze jours à l'avance, afin que
nous puissions dépêcher un orateur et
annoncer la réunion.**

Montée en Europe



L'influence de la montée de la révolution politique en République Socialiste Tchèque ne devrait pas non plus être sous-estimée. L'évolution en Tchécoslovaquie a fait entrevoir, ne fût-ce que pendant quelques semaines, l'image de ce qu'une démocratie socialiste, une démocratie des conseils des travailleurs, pourrait être dans les pays industrialisés. Cela a contribué fortement à faire renaître l'espoir en une révolution authentique, de même que l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques a contribué à discréditer le stalinisme et a deserré le contrôle qu'il exerce sur des parties des masses laborieuses en Europe occidentale.

5. - LA POSSIBILITE D'UN « TRANSFERT » DE L'ESPRIT RADICAL DES JEUNES DANS LA CLASSE OUVRIERE ADULTE, PAR L'INTERMEDIAIRE DE LA JEUNESSE OUVRIERE

C'est le maillon essentiel de la chaîne. Sans l'entrée en lutte des masses laborieuses les plus larges, le combat ou le soulèvement des jeunes est condamné à l'échec. Mais ce combat peut provoquer un revirement dans les masses laborieuses, par l'intermédiaire des jeunes travailleurs.

Le style nouveau de combat des étudiants d'avant-garde et des organisations révolutionnaires de la jeunesse impressionne et attire les jeunes travailleurs. On l'avait déjà constaté lors de la confrontation du S.D.S. ouest-allemand avec la police, à Pâques 1968 : si les travailleurs plus âgés récusent la violence, d'où qu'elle vienne, les travailleurs plus jeunes sympathisaient d'instinct avec les étudiants. Mai 1968 en France a accentué la même tendance. On en a vu récemment des illustrations frappantes dans deux pays, la Grande-Bretagne et l'Italie.

En Grande-Bretagne, malgré la nature exclusivement estudiantine et intellectuelle du mouvement qui l'avait lancée, la manifestation du 27 octobre 1968 s'était élargie à des dizaines de milliers de jeunes travailleurs, venus non pas tellement pour crier leur appui au F.N.L. que pour démontrer leur hostilité à l'Establishment, à la politique de Wilson, et leur volonté d'en découdre avec la flicaille.

En Italie, lors de la greve générale d'un million de travailleurs de la région de Rome, le 5 décembre, les bureaucrates syndicaux durent admettre la présence d'orateurs étudiants au meeting, à tel point la sympathie des jeunes travailleurs pour les étudiants était devenue manifeste. D'ailleurs, ces mêmes bureaucrates avaient fait tout leur possible en vue de saboter ce meeting, craignant la rencontre entre des milliers de travailleurs et des milliers d'étudiants. Il faut dire qu'à Turin, la confluence entre jeunes ouvriers de la FIAT et étudiants « contestataires » avait depuis de longs mois contribué à modifier radicalement le climat social, ramenant un style « dur », des piquets de greve massifs qu'on n'avait plus connus dans cette cité prolétarienne depuis les luttes d'avant-guerre.

La radicalisation de couches d'avant-garde de la classe ouvrière peut d'ailleurs résulter d'un phénomène intrinsèque au processus de production à l'étape actuelle. La « rationalisation » capitaliste ; l'accélération des cadences ; les progrès de l'automatisation ; la « programmation » économique néo-capitaliste ; la concentration et fusion accélérée d'entreprises : tout cela tend à déplacer le centre de gravité de la lutte de classe, des problèmes de répartition, entre Capital et Travail, de la valeur nouvellement créée vers les problèmes de contrôle de l'organisation du travail et du processus de production lui-même. De là l'importance capitale qui revient à la pénétration de la campagne pour le contrôle ouvrier parmi les délégués d'entreprise (shop stewards) en Grande-Bretagne ; à la reprise de la lutte pour cet objectif en Belgique, en Italie, en Suède, voire en Allemagne occidentale.

LA CRISE DE LA BOURGEOISIE EUROPEENNE

Pour compléter le tableau, il faut indiquer qu'à cette radicalisation prononcée de la jeunesse et de parties du prolétariat en Europe occidentale correspond une crise accentuée des directions traditionnelles de la bourgeoisie et de la bureaucratie ouvrière dans plusieurs pays-clé.

Le cas le plus typique est sans doute celui de la Grande-Bretagne, où le Labour et le parti conservateur sont secoués par une crise plus grave que tout ce qu'ils avaient connu depuis les années 30, alors que pour la première fois depuis un siècle un courant extra-parlementaire important s'étend à la gauche du mouvement ouvrier.

Mais l'Italie n'échappe point à cette règle (témoin : les difficultés extraordinaires qu'a rencontrées la tentative de replâtrer la coalition du centre-gauche ; les tensions fractionnelles qui déchirent les trois grands partis, la démocratie chrétienne, le P.C. et le P.S.), qui se manifestent de même en Espagne, en Belgique et jusqu'au Danemark. La crise du Marché commun agit dans le même sens.

Ce qui manque pour transformer cette montée révolutionnaire en une victoire révolutionnaire, ce sont deux facteurs : le niveau de conscience et de préparation idéologique insuffisant d'une fraction importante des travailleurs, même les plus combattifs ; une direction révolutionnaire ayant suffisamment d'autorité auprès des masses laborieuses pour être acceptée comme direction de rechange par une large avant-garde dans la lutte. Mai-juin 1968 en France ; décembre 1968 en Italie ; les derniers mois en Espagne, soulignent douloureusement cette autre face de la médaille : des occasions excellentes continuent à être manquées, faute de direction adéquate.

La construction de partis révolutionnaires bien implantés dans la jeunesse et dans la classe ouvrière — utilisant les succès acquis chez les jeunes comme tremplin pour conquérir une base dans la classe — voilà le seul moyen de combler cette carence. La politique de ce parti (tant sur le plan de la propagande que sur celui de l'agitation et de l'action) éduque les masses dans l'esprit de remise en cause constante de l'autorité du patronat, des structures de l'économie capitaliste et de l'Etat bourgeois. Son organisation, sa construction, rassemblent les nouveaux cadres organisateurs des masses laborieuses, capables de faire déborder des actions comme celles de mai-juin 1968 vers un affrontement général avec le Capital et la naissance d'un dualité de pouvoir. La tâche est à l'ordre du jour depuis longtemps. Mais depuis longtemps aussi, on entrevoit pour la première fois le début de sa solution.

15 décembre 1968.

mais le cancer ne guérira pas le régime

C'est le même pouvoir qui s'amuse à irradier le Pacifique, sabote la médecine préventive, laisse les cafards proliférer dans les hôpitaux, attaque les manifestations aux gaz toxiques et qui maintenant prétend faire l'Unité Nationale contre le Cancer.

Pourquoi cette escroquerie à la Charité Publique qu'est « l'Opération-Espoir » ?

Pour tenter de garnir un peu le Centre Mondial de Lutte contre le Cancer dont De Gaulle avait voulu faire un fleuron de son règne, on veut financer quelques centaines de bourses de recherche sans payer les centimes de l'austérité. Quelques jours avant l'attendrissante fête de la Nativité, on arrête symboliquement la concurrence des radios, et on s'attaque au Cancer. Au XIX^e siècle, on aurait proposé la tuberculose. Aujourd'hui, c'est bien le Cancer qui est la maladie dont on ne sait pas où, quand, comment elle va frapper, la maladie qui ronge en silence, le symbole de la subversion intérieure. En Mai, les C.D.R. affichaient la mort du crabe par le drapeau français. En décembre, on veut à la fois faire l'unité nationale contre l'ennemi, et ne pas avoir d'ennemis. La solution ? Le Cancer.

A LA DISPOSITION DES COLLABORATEURS ET LECTEURS DE ROUGE

Deux textes viennent de sortir. Documents de formation communiste, ils sont l'instrument indispensable pour une connaissance scientifique du mode de production capitaliste.

Approfondir notre compréhension de la crise que traverse le système capitaliste, c'est déjà se donner les moyens pour le combattre plus efficacement. Ces brochures doivent faire l'objet d'une diffusion militante intensive afin d'intervenir comme élément déterminant dans la préparation idéologique et politique des luttes à venir.

- Eléments de théorie économique marxiste (cahiers - Rouge - n° 1).
- Contradictions capitalistes et crise monétaire (document - Rouge -).

Pour toutes commandes : « Rouge », B.P. 201 - Paris-19^e.

REVUE Quatrième Internationale

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE NOVEMBRE :

Tchécoslovaquie, premier bilan, premières leçons.

Amérique latine 1968 :

Le journal de « Che ».

La crise en Bolivie.

Comment débuta la répression au Mexique.

Leçons de la guerre israélo-arabe.

Les livres - Comment la révolution s'est armée.

Etc.

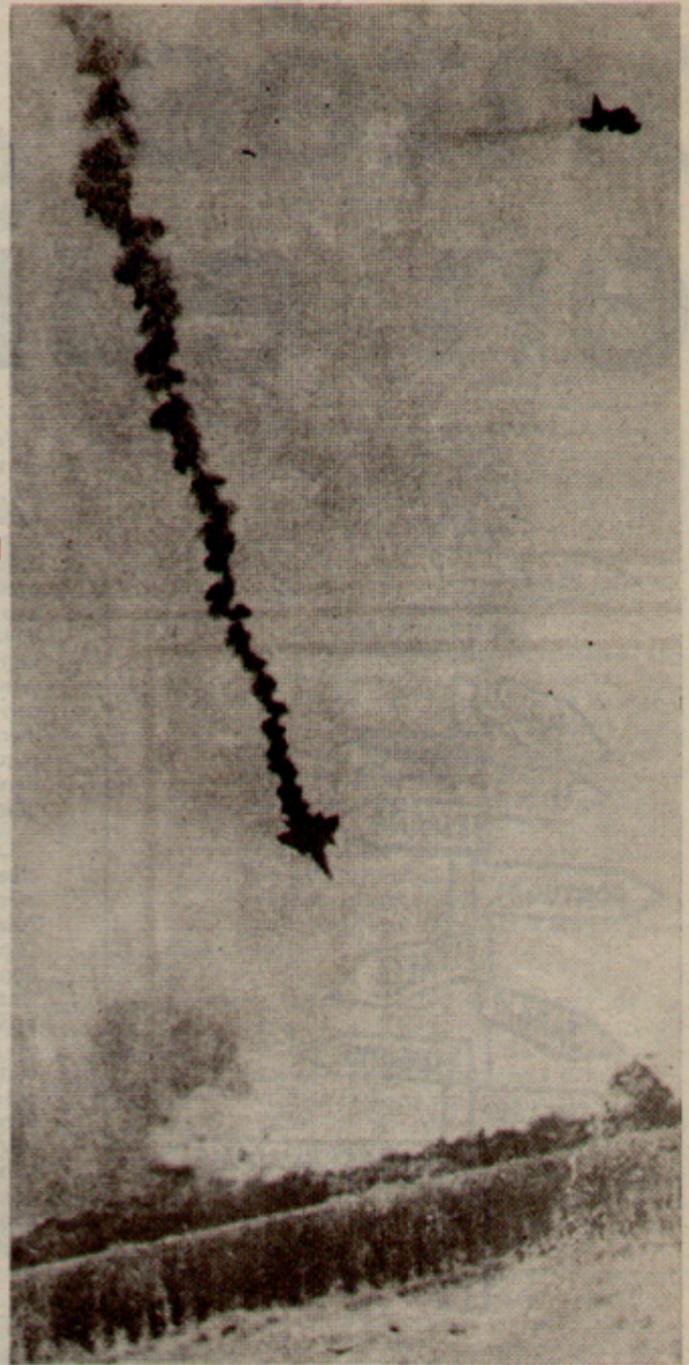
LE NUMERO : 5 FRANCS

Commandes à : C.C.P. Pierre FRANK
12648-46 Paris

95, faubourg Saint-Martin - PARIS (10^e)

1968 ce n'était qu'un début...

u. s. a.



vietnam

mexique



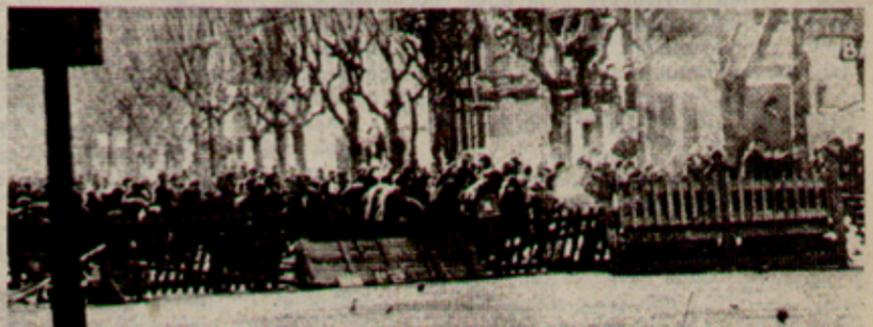
Salgado / Snark



brésil



angola



uruguay



venezuela

vietnam

japon



tchécoslovaquie

Voitát / Snark

espagne



berlin-ouest



italie

le crépuscule des bureaucrates

Il n'est pas possible de faire dans cet article bref une synthèse de la crise des pays « socialistes », ni même de la limiter à ce qui a été l'élément le plus marquant de l'année écoulée, la crise tchécoslovaque — qui était en vérité bien plus une crise du Kremlin. Sans donc nous interroger sur le fond de l'affaire (voir « Rouge » N° 1), nous allons regarder le rôle des nouvelles avant-gardes et leur rapport avec les masses.

Ce qui frappe, aussi bien en Pologne qu'en Tchécoslovaquie ou qu'en Yougoslavie, c'est que ces nouvelles avant-gardes sont d'abord apparues dans les mêmes milieux qu'en France, en Allemagne ou aux U.S.A., c'est-à-dire chez les étudiants (1) ; c'est aussi que la logique de leur action a été la même (voir la théorie marcellinesque) : point de départ sur un prétexte mineur, manifestation pacifique — mais ferme — sur ce point, répression violente des « forces de l'ordre », solidarité d'autres couches sociales... En bref, comme le disait notre confrère « L'Humanité », dans son analyse du mois de mai en France, « l'escalade de la provocation gauchiste et de la répression policière », c'est-à-dire, dans tous les cas une extension très rapide du mouvement, prouvant à l'évidence que pour de très larges secteurs, l'ennemi, c'est le gouvernement.

Le « succès » premier du mouvement étudiant ne s'explique donc pas à cause du programme (souvent inexistant) formulé par les étudiants, mais à cause de l'impact **objectif** qu'a eu leur lutte en ouvrant une brèche dans le système. C'est ensuite dans la maturation de la lutte que le programme de l'avant-garde étudiante acquiert son importance. Si au début de la lutte le mot d'ordre : « ouvriers, étudiants solidaires » apparaît pour la masse des étudiants comme une bonne « tactique politique » pour gêner le gouvernement, très vite, avec le développement de la répression il est compris comme une nécessité objective, la condition du succès.

De tous ces points de vue, la similitude des mouvements étudiants des pays « de l'Est » et des pays capitalistes est remarquable. Mais cette similitude n'est pas une identité et si les revendications et les thèmes de mobilisation se ressemblent, ils n'en ont pas moins, dans le cadre de sociétés

distinctes, une dynamique distincte. Si on veut quitter le terrain des généralités psychologiques (jeunes en lutte contre « l'Autorité ») et subjectives (importance évidente du facteur idéologique), il faudrait expliquer pourquoi et comment, dans une **situation générale de crise**, cette couche spécifique de « déclassés » dont la tête est dans les couches dominantes et les pieds dans le prolétariat, si l'on peut dire, exprime le plus les contradictions de cette société.

Si, en France comme dans les pays de l'Est, la liberté d'information et d'expression a été un des thèmes essentiels du mouvement étudiant, son caractère beaucoup plus explosif à l'est s'explique par une différence essentielle. Dans une société capitaliste fondée sur le profit, la logique même de son fonctionnement normal implique l'existence d'un minimum d'information « objective » (type « Le Monde ») : pour décider de sa politique d'investissement la classe bourgeoise doit savoir réellement ce qui arrive (s'il y a des grèves, ce qui est discuté au gouvernement, ce qui se passe à l'étranger, etc.). Par ailleurs, en principe, la possibilité existe pour tout individu disposant de suffisamment d'argent de sortir son propre journal, des tracts, etc., c'est bien entendu fondamentalement une liberté de classe, pour la bourgeoisie, mais le mouvement révolutionnaire peut, dans une certaine mesure, l'utiliser à son profit. Enfin, bien qu'en pleine crise, la bourgeoisie dispose d'une idéologie qui lui est propre, elle ne prétend pas représenter le pouvoir des travailleurs, elle considère Lénine comme un ennemi, Mitterand comme un homme de gauche et Raymond Aron comme un penseur.

Mais la logique de fonctionnement des Etats ouvriers bureaucratiques n'implique nullement une telle « liberté » (2) ; bien au contraire, le pouvoir de la bureaucratie est fondé sur une imposture majeure (son pouvoir se proclame pouvoir de la classe ouvrière, il ne peut tolérer d'abolition réelle de censure. Et ce qui au départ était la condition d'une véritable liberté de classe pour les travailleurs, à savoir la mise à la disposition (par l'Etat prolétarien) de tous les moyens d'information, aux diverses organisations politiques, sociales et culturelles, s'est transformé en son contraire : le monopole total de la bureaucratie.

C'est une nécessité pour la bureaucratie de comprendre comment des manifestations, dont le prétexte est apparemment minime, provoquent des réactions aussi brutales.

(2) Il est cependant vrai que les réformes proposées par O. Sik (ou Liberman) exigent davantage « d'objectivité ». Voilà qui explique partiellement « les difficultés » de leur mise en pratique et le fait qu'elles aient eu cette popularité chez les étudiants. Cf. plus loin et « Rouge » n° 1.

Il y a d'abord l'étincelle de départ, qui apparaît toujours comme une protestation extraordinairement concentrée et violente d'une masse d'étudiants contre un « abus » généralement mineur du pouvoir (seule possibilité réaliste, semble-t-il, de faire reculer un Etat connu pour son extraordinaire conservatisme).

En Pologne, au début de l'année 68 le gouvernement décide d'interdire la pièce « les aïeux » d'un des écrivains polonais les plus connus, Mickiewicz, parce qu'elle contient des répliques hautement subversives (et que malheureusement la salle applaudissait à tout rompre) du type « je hais la liberté dont Moscou me fait grâce ». Précisons que cette pièce date du XIX^e siècle, époque où la Pologne se trouvait sous la botte tsariste. Cette interdiction (annoncée d'ailleurs un mois à l'avance dans la presse du Parti où on donnait la date de la dernière représentation; était-ce une provocation ?) déclencha la colère des étudiants : il n'y a qu'à imaginer qu'on censure en France « Ruy Blas » parce que les représentations permettraient à la salle de manifester des tendances anti-gouvernementales...

En septembre 67, en Tchécoslovaquie, ce fut un cortège d'étudiants, qui, bougie à la main criaient « on veut la lumière ! » qui déclencha la répression, puis la contre-offensive. Il y avait au départ seulement une protestation contre le sous-entretien des Cités Universitaires (pannes de lumières fréquentes).

En Yougoslavie, en juin 68, l'occupation des locaux, un peu à l'image de la France, fut effectuée pour protester contre le fait qu'une pièce de théâtre ne serait jouée que pour un public privilégié, dans une petite salle.

Des étincelles donc, mais à chaque fois étrangement symboliques... La répression et surtout l'attitude de la radio, de la presse et des syndicats fait alors rapidement oublier l'étincelle et émergent deux thèmes :

— libérez nos camarades, démission des responsables de la répression...

— liberté d'information et d'expression, abolition de la censure...

De ce point de vue, il faut souligner que la façon dont « le Figaro » ou M. Marcellin ont rendu compte du mouvement étudiant français est un modèle d'objectivité si on la compare aux comptes rendus de la presse bureaucratique. Généralement « les agitateurs inspirés par l'étranger » étaient au premier plan de l'explication (version polonaise : les juifs); mais le plus comique est qu'on n'a pas hésité, dans la propagande destinée aux ouvriers à présenter, en finesse, les étudiants comme des privilégiés et quelquefois même à suggérer que beaucoup sont « fils de bureaucrates »...

Si cette lutte pour la liberté d'expression et d'information, a pu prendre dans la conscience de beaucoup d'étudiants (surtout en Tchécoslovaquie) l'aspect **formel** d'une revendication petite bourgeoise (référence à des catégories abstraites, idéalisation de la « liberté occidentale ») elle est loin d'être innocente. Elle l'est d'autant moins qu'elle se couple à une autre revendication explosive : le droit, réclamé d'abord pour les étudiants, de s'auto-organiser en toute indépendance. L'expérience de la Tchécoslovaquie prouve que l'exigence de pouvoir s'organiser en dehors des structures bureaucratiques déborde vite le seul milieu étudiant et quelques jours avant l'intervention soviétique le thème des conseils ouvriers commençait à devenir populaire. Il est par ailleurs clair que la composition sociale de l'Université (près de 50 % de fils d'ouvriers et de paysans) aide nettement les étudiants à sortir de leur isolement.

Après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, la crise de la bureaucratie est à son niveau le plus élevé. Elle prend et prendra davantage à l'avenir des aspects particuliers suivant les pays : intervention étrangère en Tchécoslovaquie où la bureaucratie « nationale » risquait manifestement d'être submergée, nationalisme exacerbé en Roumanie, nationalisme, antisémitisme et répression (3) en Pologne, apparent recul du pouvoir en Yougoslavie.

Derrière toutes ces formes de la crise, il y a une même réalité : dans la situation internationale et nationale actuelle, toutes ces bureaucraties, doivent sous peine de s'auto-liquider, procéder à un minimum de réformes « techniques », mais le drame est qu'elles ne le peuvent pas : l'expérience tchécoslovaque a prouvé qu'y compris pour tenter de réaliser la réforme économique au profit de la bureaucratie, il fallait libérer une partie de l'énergie de la classe ouvrière et des intellectuels, ce qui est au moins aussi dangereux que de ne pas faire de réforme du tout.

L'apparition en Union Soviétique même, des gens courageux qui osent publiquement dire non et sont condamnés à plusieurs années de prison est un phénomène **nouveau**, qui ne témoigne pas d'une vocation au suicide, mais de la claire conscience que la révolution est en marche qui abattra ce pouvoir des bureaucrates. Les nouvelles avant-gardes apparues dans les Etats ouvriers ont naturellement les yeux tournés vers les nouvelles avant-gardes des pays capitalistes qui échappent à la tutelle des partis staliens. La solidarité qui nous unit à elles n'est pas seulement un devoir moral, c'est d'abord une nécessité objective pour leur développement et le nôtre : une lutte contre la bureaucratie isolée d'une claire conscience de la lutte anti-impérialiste (et ce n'est certainement pas la propagande officielle de ces pays qui peut la donner) ne peut-être, à terme, qu'une lutte confuse et sans danger pour la bureaucratie; inversement, toute lutte anti-capitaliste qui ne s'attaquerait pas à l'hégémonie bureaucratique est sans lendemain. Que cette lutte contre la toute puissance de la bureaucratie ne soit pas seulement un vœu pieux, une utopie du mouvement révolutionnaire, mais qu'elle soit une nécessité historique, nous est confirmé par le développement de ces courants révolutionnaires dans les pays de l'Est (4).

(3) Le 5 janvier doit s'ouvrir à Varsovie le procès d'étudiants arrêtés à la suite des événements de janvier-février. Les accusés risquent de très lourdes peines (10 ans de prison ou plus), parmi eux K. Moszelewski et J. Kuron. Il faudra envisager les formes concrètes que notre solidarité devra prendre.

(4) La manifestation devant l'ambassade de Pologne en France (un mouvement analogue en Allemagne), si minime soit-elle devant les grandes manifestations qui suivirent ont eu un effet certain dans un milieu qui connaît bien la valeur de manifestations même petites. Si mai n'a pas eu dans les Etats ouvriers la même répercussion que dans les pays capitalistes, il a incontestablement marqué le mouvement yougoslave et tchécoslovaque (création de Comités Ouvriers-Etudiants et de Comités d'Action).



La condamnation
de nos camarades de Bordeaux :

UN SCANDALE!

Ebranlé jusque dans ses fondements par un quarteron de spéculateurs, le pouvoir a voulu montrer qu'il restait « fort »; pour ce faire il a utilisé l'arme classique des faibles : l'exemple.

Il a donc sévi... contre quatorze jeunes bordelais, ouvriers pour la plupart.

Rappelons les faits :

En mai et juin dernier, ils avaient manifesté aux côtés des étudiants et s'étaient regroupés à la Faculté de Bordeaux. Celle-ci fut l'objet d'agressions répétées des C.D.R. locaux, qui, malgré les plaintes judiciaires et les témoignages ne furent jamais poursuivis.

Ils décidèrent alors d'agir contre ces commandes « téléguidées ». Espérant « réveiller » l'opinion publique par des actes spectaculaires, ils firent exploser entre le premier et le second tour des élections de juin, ainsi que le 14 juillet, des cocktails Molotov devant les locaux des C.D.R. et de commissariats vides.

Il n'y eut aucun blessé.

Le pouvoir, par Cour de Sûreté de l'Etat interposée, considérant qu'il s'agissait-là d'une action tendant à substituer « une autorité illégale à celle de l'Etat » a prononcé contre tous les accusés de lourdes peines de prison - prison ferme dans la plupart des cas :

Luera et Guinard ont été condamnés à quatre ans; Garrigue et Dubourdieu à trois ans; Gheraia, Jarry, Lagarde, Dupont et Langlois à deux ans, tandis que les cinq autres obtenaient des peines semblables, mais avec sursis...

Ce jugement d'une incroyable sévérité eu égard aux faits reprochés et à la situation des accusés est un scandale ! Pendant ce temps les auteurs de l'assassinat du jeune militant d'Arras, membres du C.D.R. de la ville, n'ont pas encore fait l'objet d'un jugement.

Pendant ce temps les criminels, responsables de la mort de Gilles Tautin ou des deux ouvriers de Sochaux, courent toujours. Bien plus ils s'exercent... avec les félicitations quasi-quotidiennes de Grimaud et Marcellin...

A ce jugement scandaleux d'un pouvoir aux abois, opposons notre solidarité militante et révolutionnaire avec les jeunes travailleurs emprisonnés !

LETTRE A LA REDACTION DE ROUGE

Arrêté le dimanche 15 décembre vers 19 h. 30 par un barrage de police, à la sortie d'un stage ouvert de l'U.N.E.F., au relais international de la jeunesse, mon mari, M. Claude Ameys, de nationalité suisse; vient d'être expulsé de France après 65 heures de « détention administrative ».

Artiste graveur, mon mari est aussi écrivain et c'est en tant que tel qu'il avait été invité au stage. J'ajouterai que je suis française et que mon mari réside en France depuis sept ans.

Je pose ces questions :

1. Comment le gouvernement français peut-il justifier le fait que mon mari ait été détenu pendant plus de 48 heures sans que j'en aie été prévenue par les autorités ?

2. Mise au courant par des témoins de son interpellation, j'ai tout de suite alerté un avocat. Comment justifier que l'avocat n'ait pu savoir précisément le lieu de sa détention, avant mardi ? Comment justifier qu'aucun magistrat n'ait été saisi de cette affaire ?

3. Comment justifier un arrêté d'expulsion applicable sans délai et dont le prétexte nous est resté inconnu ?

L'accusation de reconstitution de ligue dissoute portée arbitrairement durant l'interrogatoire n'a pu conduire à une inculpation, tous les autres participants du stage interpellés pour vérification d'identité ont d'ailleurs été relâchés sans qu'aucun indice permette d'ouvrir une enquête.

4. Comment en outre justifier le traitement infligé durant le temps de la détention dite administrative :

— durée illégale de 48 heures;

— régime de droit commun;

— manque de nourriture (deux morceaux de pain, un peu de jambon et une soupe claire en plus de 2 jours);

— absence totale de soins hygiéniques (cuvette sanitaire publique dans la cellule-même);

— déplacements menottes aux poignets;

— mesures d'humiliation et d'intimidation au cours de l'interrogatoire (menaces, insultes, coups de pipe sur la tête) interrogatoire ouvert par ailleurs en l'absence de toute procédure judiciaire;

— refus du recours à un avocat;

— absence de sommeil (interrogatoire nocturne, lampe allumée toute la nuit).

Ce cas d'expulsion n'est pas isolé. Il intervient dans une période où se multiplient les cas de répression. Je pense que le minimum est de ne pas faire le silence à leur propos. C'est l'objet de cette lettre adressée à la presse.

Sophie AMEY.

SOUTENEZ rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

pour 6 mois 13 F

pour 1 an 25 F

Abonnement de soutien :
pour 1 an 50 F et plus

Tout versement de fonds :
- ROUGE, journal d'action Communiste - C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :
- ROUGE -, B.P. 201, Paris-19^e

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »

guerre en Amérique

L'ANNEE 1968 a marqué une nouvelle étape de la crise de l'impérialisme et de l'histoire du mouvement révolutionnaire en Amérique latine. Des pays considérés pendant une longue période comme des citadelles solides du système ont été secoués ; les masses urbaines se sont mobilisées sur une large échelle, les mouvements étudiants ont déferlé du Mexique à l'Uruguay, les guérillas ont continué leur combat, malgré des difficultés multiples. Des régimes qui auraient dû être le miroir d'un réformisme soi-disant national et démocratique se sont lamentablement effondrés. Plus que jamais, donc, l'Amérique latine est apparue comme un continent qui connaît une situation pré-révolutionnaire.

Les événements d'Uruguay, du Mexique et du Brésil doivent retenir particulièrement notre attention. Dans les deux premiers cas il s'agit de pays que les propagandistes de l'impérialisme n'avaient cessé de présenter comme des exceptions heureuses : la stabilisation économique et politique rendait impossible des convulsions révolutionnaires et des apparences « démocratiques » permettaient de faire l'économie de la répression et des dictatures militaires. Quant au Brésil, le mouvement de masses avait subi un échec majeur en 1964 et une reprise apparaissait très problématique. Or, ce sont justement ces pays qui ont été le théâtre des crises les plus spectaculaires et qui ont mis à nu la multiplicité et la profondeur des contradictions des sociétés latino-américaines d'une part, les liens entre les développements révolutionnaires en Amérique latine et la nouvelle phase ascendante de la révolution en Europe d'autre part.

En Uruguay la crise avait déjà commencé, en réalité, au cours de l'année 1967, mais c'est en juillet-août de cette année qu'elle a éclaté. Les conditions spécifiques qui avaient permis une stabilité relative ayant disparu, toutes les couches de la population travailluse ont dû subir une réduction sévère de leur niveau de vie ; en même temps le régime politique se durcissait, se transformant en une semi-dictature. Cela a provoqué des mobilisations successives et des grèves puissantes dont les luttes conjointes des ouvriers et des étudiants du mois d'août dernier ont été le point culminant. Alors que le pouvoir politique est en pleine décomposition et que les forces de répression sont relativement faibles — l'Uruguay n'a pas encore les « traditions » d'autres pays latino-américains — certaines manifestations très combattives mobilisaient dans les rues de Montevideo (capitale d'un pays qui compte au total environ trois millions d'habitants) environ un demi-million de personnes, à savoir presque toute la classe ouvrière, presque tous les étudiants et de très larges secteurs de la petite-bourgeoisie. Ce qui signifie que le problème du pouvoir était à l'ordre du jour. Et ce n'est qu'à cause de l'absence d'une direction révolutionnaire capable de donner des objectifs politiques clairs au mouvement de masses et de préparer et développer une lutte armée urbaine que le système a pu provisoirement se tirer d'affaire (en Uruguay, le P.C. d'Arismendi d'orientation centriste et les syndicats sous son influence exercent encore un contrôle décisif, malgré la présence d'une gauche révolutionnaire qui gagne constamment du terrain). Il est clair cependant pour tout le monde, partisans du régime compris, qu'il ne s'agit que d'un répit, peut-être court, et que le pays connaîtra dans la phase qui s'ouvre de nouvelles crises et de nouveaux affrontements.

Il n'y a pas besoin d'insister sur les événements mexicains qui, parce qu'ils coïncidaient avec les jeux olympiques, ont eu une répercussion mondiale. Au départ, la mobilisation étudiante s'est faite à partir de mots d'ordre limités, et tout au long de la lutte les objectifs revendicatifs démocratiques ont été largement prioritaires (même si le Conseil National de Grève a diffusé quelques textes d'orientation socialiste qui manifestent une compréhension remarquable de la problématique d'un programme de transition). Toutefois, les classes dominantes, alertées aussi bien par l'expérience cubaine que par le souvenir récent du mai français, se sont rendues compte immédiatement de la portée fondamentale-

ment révolutionnaire du mouvement étudiant, des dangers énormes qu'il impliquait pour elles ; dès qu'il s'est élargi, exprimant le malaise profond de la société toute entière et, surtout, dès qu'il a réussi à établir des liaisons avec certains secteurs du prolétariat et même de la paysannerie, la bourgeoisie a frappé sauvagement, détruisant à jamais le mythe de la « démocratie révolutionnaire » mexicaine. C'est surtout au Mexique que l'influence des luttes étudiantes en Europe occidentale et notamment en France a été la plus considérable et il est certain qu'il est maintenant du devoir des avant-gardes aussi bien latino-américaines qu'européennes de mieux réfléchir sur les analogies — et sur les différences des mouvements — pour en tirer des leçons d'utilité commune. A titre d'exemple, si les étudiants mexicains peuvent s'inspirer de leurs camarades français en ce qui concerne l'orientation anticapitaliste des luttes, les mots d'ordre, et les rapports dans l'action avec la classe ouvrière, les étudiants français à leur tour devront réfléchir sur la valeur de certaines structures organisationnelles adoptées au Mexique qui, au moins pendant quelques semaines, ont favorisé une osmose constante entre la base et les organismes de direction et une coordination efficace du mouvement dans son ensemble.

Au Brésil, la montée impétueuse du mouvement étudiant s'est combinée à une nouvelle vague de luttes prolétariennes. Si tout cela n'a pas abouti au renversement de la dictature militaire, le régime a été en tout cas profondément ébranlé et une nouvelle étape a commencé, extrêmement féconde aussi bien du point de vue de la maturation politique des masses que de la cristallisation et du regroupement des avant-gardes. Un potentiel explosif énorme existe désormais au Brésil qui, étant donné le poids spécifique du pays, pourra avoir des conséquences sur les développements révolutionnaires dans toute l'Amérique latine.

Autre trait caractéristique : l'année 1968 est la confirmation éclatante de la faillite des expériences dites réformistes démocratiques telles qu'elles avaient été souhaitées et patronnées par l'Alliance pour le Progrès. Au Chili, le régime de Frey a dû faire face en même temps à une radicalisation des masses et à une crise intérieure de plus en plus profonde ; alors que la fin de son mandat approche, le président démocrate chrétien n'a réalisé aucun des objectifs qu'il s'était fixés. Au Pérou, le régime de la bourgeoisie nationale soi-disant progressiste de Belaunde Terry, qui pourtant jouissait de conditions relativement favorables, est tombé à la suite d'une capitulation particulièrement honteuse face aux prétentions économiques de l'impérialisme. Une nouvelle dictature militaire s'est implantée, évidemment instable, mais qui de toute façon confirme la tendance à la généralisation des régimes militaires à l'échelle du continent. D'ailleurs, dans des conditions de décomposition ou d'instabilité extrêmes de toutes les couches bourgeoises « nationales » et oligarchiques et face à la montée menaçante du mouvement de masses et des luttes révolutionnaires, quelle autre perspective pourraient avoir les impérialistes et leurs laquais ? Il est vrai que — l'exemple bolivien et l'exemple brésilien le prouvent — les régimes militaires n'offrent pas non plus des garanties sérieuses et qu'à la longue, loin de les amoindrir, ils exacerbent les contradictions. Mais justement parce que le continent est secoué par une crise révolutionnaire profonde et généralisée, les classes possédantes n'ont que des solutions précaires et contradictoires et ne peuvent que miser sur la répression afin de tenter de repousser la vague qui menace de les engloutir.

La compréhension des perspectives et des nécessités stratégiques de la lutte révolutionnaire découlent de cette période cruciale. L'analyse des situations de la plupart des pays indique que la montée des forces révolutionnaires va continuer, s'élargir, s'approfondir — dans un contexte mondial qui ne peut qu'aggraver la crise de l'impérialisme dans son ensemble. Cela signifie que des affrontements majeurs entre forces sociales et politiques fondamentales se préparent à l'échelle du continent (à moins que l'on retienne l'hypothèse, ridicule, d'une reddition à froid, « pacifique », de la bourgeoisie mondiale...).



civile continentale latine



Salgado / Snark

Etant donné que derrière chaque classe dirigeante nationale il y a immédiatement l'impérialisme américain et que ce dernier dispose encore de ressources considérables, et qu'il est décidé à se battre farouchement pour défendre les positions vitales qu'il détient, la seule perspective réaliste sur laquelle les révolutionnaires doivent compter est celle d'une lutte très âpre, probablement assez longue, de conflits déchirants, bref d'une guerre civile prolongée à l'échelle du continent.

Une guerre civile signifie lutte révolutionnaire, signifie lutte armée. Laissons aux misérables partisans de Moscou le triste privilège d'ergoter sur les voies « démocratiques » dans des pays où n'a même jamais existé cette mascarade de démocratie qu'ont connue la plupart des pays de l'Europe occidentale. Pour les révolutionnaires le véritable problème réside dans le choix de telle ou telle autre forme de lutte armée, dans la détermination de l'axe spécifique d'orientation de la lutte armée dans les différents pays, dans la combinaison concrète, à chaque étape, des forces motrices révolutionnaires qui existent, qui sont déjà mobilisées ou vont se mobiliser à plus ou moins brève échéance. Cela ne peut être que le résultat d'analyses précises et constamment renouvelées qu'aucune norme absolue ne pourrait remplacer. Il est toutefois possible et nécessaire de fixer des critères fondamentaux d'orientation.

A l'étape actuelle, il y a notamment deux dangers que les révolutionnaires latino-américains doivent s'efforcer d'éviter. Le premier est celui que représente une conception simpliste de la guérilla, qui considère, en gros, que dans le contexte révolutionnaire actuel une initiative de lutte armée, même si elle provient d'un noyau très restreint et sans liaison effective avec les masses, peut presque automatiquement déclencher des situations révolutionnaires et ébranler profondément le pouvoir. Le deuxième danger est représenté par une conception gradualiste : les mouvements de masses pourraient se développer sur une échelle de plus en plus large et croître progressivement jusqu'à aboutir au renversement des classes dominantes après une lutte armée qui ne se produirait que lors de la phase finale du processus révolutionnaire.

La première conception, propre à des groupes qui se réclament abusivement du castrisme, est en perte de vitesse à la suite d'un certain nombre d'expériences récentes, et à l'heure actuelle aucune organisation, aucun mouvement révolutionnaire ayant un minimum d'envergure ne la défend (ce qui n'exclut pas que des petits groupes, plus ou moins spontanés, continuent à travailler avec des perspectives et des méthodes primaires et envisagent de se lancer dans des aventures stériles). La deuxième con-



Snark



Caris Marker / Snark

ception a été relancée à la suite des mobilisations de masses du Brésil et du Mexique et elle est parfois défendue sur la base, entre autres, d'une critique fondamentalement fautive de la guérilla bolivienne du Che. Son erreur fondamentale réside dans le fait qu'elle minimise le facteur répression en oubliant que les classes dominantes ne toléreront pas que le mouvement de masses se développe plus ou moins « normalement » (par la construction « normale » de syndicats et de partis), qu'elles auront tendance à intervenir dès le début en ayant recours aux moyens les plus énergiques et les plus désespérés. C'est ce qui s'est passé au Mexique et, qui est en cours, de façon plus systématique encore, au Brésil aujourd'hui.

En réalité, si la perspective d'une guerre civile de longue durée est correcte — les marxistes révolutionnaires latino-américains sont unanimes là-dessus —, il en résulte que la lutte armée se concrétisera de façon diverse en utilisant toute une gamme de possibilités (elle prendra même dans des cas exceptionnels la forme d'une guérilla essentiellement urbaine); mais la variante la plus probable dans la plupart des pays sera pour toute une période celle de la guérilla rurale. Cela ne signifie évidemment pas que des ouvriers et des petits-bourgeois révolutionnaires provenant des villes ne pourront s'y intégrer; cela si-

« Peuple, unis-toi la liberté ne se mendie pas elle se prend ! »

gnifie qu'elle se déroulera dans des régions rurales (campagne, zones montagneuses) pour des raisons stratégiques et qu'elle devra, donc, s'efforcer de maintenir et d'élargir ses liens avant tout avec les masses paysannes. Il va de soi que là où la possibilité existe, il faudra dès le début ou dès les premières phases, propulser des actions de guérilla dans des zones industrielles ou urbaines. C'est le cas concret, surtout, de la Bolivie, où une nouvelle guérilla pourra et devra dès le commencement combiner une action fondamentale dans les campagnes à des actions spécifiques dans les mines et dans les villes.

Il est capital pour toute stratégie prévoyant la lutte armée de comprendre qu'à l'étape actuelle, il faut que la lutte de guérilla soit solidement liée aux masses ou du moins à certains secteurs du mouvement de masses. Si il est vrai que les classes dominantes indigènes et l'impérialisme sont décidés à se défendre avec la dernière énergie et à mobiliser toutes leurs forces pour briser dans l'œuf toute initiative de lutte armée, il est clair que la véritable garantie de la survie des premiers noyaux et de leur élargissement ultérieur réside dans le soutien des paysans, dans la solidarité agissante des ouvriers et des étudiants, et non seulement de manière générale et indirecte, mais de façon très concrète.

D'autre part, les mobilisations de l'année 1968 ont démontré que les masses urbaines ne sont plus passives et représentent déjà un potentiel révolutionnaire énorme (voilà un démenti cinglant à ceux qui avaient déjà plus ou moins rayé la classe ouvrière de la liste des forces motrices de la révolution en prétextant de sa soi-disant « intégration »). Il est impérieux que ce potentiel ne soit pas exploité seulement dans la phase finale de la lutte armée, lors des insurrections dans les villes, mais qu'il soit utilisé dès maintenant en minant le régime de l'intérieur. Cela signifie que se préoccuper de ses liens avec les guérillas qui surgiront sera une tâche essentielle; il faudra aussi avancer des revendications de transition susceptibles de stimuler de puissantes mobilisations dans une logique anticapitaliste et donc de favoriser la maturation politique des couches les plus larges.

Nous avons vu que la crise révolutionnaire se prépare désormais à l'échelle du continent, qu'à cette échelle il existe déjà une situation pré-révolutionnaire. L'écrasante majorité des révolutionnaires latino-américains partagent la perspective d'une guerre civile prolongée dont les dimensions seront continentales. Le problème d'une coordination, d'une unification entre les différents pays reste donc posé et au fur et à mesure que la lutte armée se développera, sa solution sera de plus en plus impérative et urgente. Les révolutionnaires cubains l'ont très bien compris : c'est pourquoi ils n'ont jamais caché qu'ils sont prêts à aider la lutte anti-impérialiste dans d'autres pays d'Amérique latine et qu'ils ont lancé la conférence de l'OLAS en l'ouvrant à tous les courants sincèrement révolutionnaires. Il reste toutefois encore un long chemin à parcourir : et il faudra le parcourir dans les années qui viennent.

Le déferlement des mouvements de masses dans le monde et en particulier la nouvelle montée de la classe ouvrière en Europe posent aux combattants latino-américains aussi le problème de leurs liaisons révolutionnaires à l'échelle mondiale. Pendant de longues années, les révolutionnaires d'Amérique latine, de même que ceux d'Asie et d'Afrique, étaient sceptiques quant à la possibilité de tensions révolutionnaires et de crises majeures dans les pays capitalistes avancés : leur scepticisme se justifiait. Mais maintenant il devrait être clair pour tout le monde que le problème ne se pose plus simplement en termes de solidarité ou de participation individuelle de quelques militants européens au combat anti-impérialiste dans les autres régions du globe. Le moment approche où il sera nécessaire de concevoir une stratégie d'action commune, une coordination réelle des luttes dans les différents continents. C'est la logique objective de la situation en Amérique latine, la logique objective de la situation mondiale. La révolution mondiale devient une réalité de plus en plus concrète.

victoire pour le vietnam



Collection particulière / Shark



Elie Kagan

La révolution vietnamienne est entrée cette année dans sa phase décisive marquée par l'ouverture des négociations.

Sans préjuger* des résultats des négociations, on peut espérer qu'en 1969 nous verrons entrer cette guerre qui dure depuis 28 ans dans son étape finale. Pour nous, le soutien politique à la révolution vietnamienne a permis une compréhension concrète de la théorie de la **révolution permanente** à travers deux phénomènes : l'essor des luttes anti-impérialistes dans les métropoles impérialistes qui permit le développement des idées révolutionnaires, les bouleversements sociaux au Vietnam qui modifièrent le rapport de force entre capitalisme et socialisme à l'échelle internationale.

On peut regretter aujourd'hui que la compréhension politique de l'importance des luttes de soutien à la révolution anti-impérialiste se soit singulièrement dégradée au sein de ce qu'il reste du « Mouvement de Mai ». Aussi en vient-on à sous-estimer les tâches politiques internationalistes qui passent au second plan derrière une lutte directe « contre notre propre bourgeoisie » que Mai a rendu possible dans l'immédiat. Toute manifestation de soutien à la révolution vietnamienne par exemple sera présentée comme une diversion face aux « urgences » de notre lutte contre notre propre capitalisme. Au contraire une véritable compréhension de la révolution permanente interdit cette opposition unilatérale (implicite et explicite) qui sépare en les hiérarchisant tâches politiques nationales et internationales. Elle permet de comprendre en quoi les luttes de soutien aux révolutions anti-impérialistes, à la révolution vietnamienne en premier lieu, loin d'être un substitut à la lutte révolutionnaire en France, en furent les prémisses nécessaires et préparèrent dans une certaine mesure l'affrontement de Mai.

LES LEÇONS DE LA PRATIQUE

Le style de mobilisation qui caractérisait avant Mai ces manifestations, les conséquences organisationnelles et politiques qui en dérivèrent devaient modifier le rapport des forces politiques en France en dégageant une avant-garde potentielle sur la gauche des partis réformistes et social-démocratisés.

Les manifestations les plus importantes de ces deux dernières années furent des manifestations de soutien au F.N.L. vietnamien : le 21 octobre 1967 plus de 70.000 personnes manifestent à la République, en décembre 1967 une « semaine Che Guevara » se termine par un meeting de 3.000 personnes à la Mutualité extrêmement combatif, le 21 février 1968, le dra-

peau du F.N.L. flotte sur la Sorbonne et le soir 6.000 jeunes manifestent sur la rive gauche. A partir des manifestations de masse de plusieurs dizaines de milliers de participants jusqu'aux « raids militants » contre des objectifs politiques significatifs, une force nouvelle est en train de s'organiser (sur la gauche du P.C.F.) qui est capable de lancer des initiatives **autonomes** à travers des formes **organisées** fondées sur une « unité à la base et dans l'action » qui est capable aussi d'opérer une **clarification politique** à travers des objectifs de lutte précis. A travers les discussions sur les problèmes de luttes anti-impérialistes, de la révolution vietnamienne, une nouvelle génération révolutionnaire se forme et s'éduque, les idées révolutionnaires se diffusent. Au sein des comités de base impulsant un style politique nouveau, des militants font l'expérience d'une organisation à la base sur des thèmes précis et unitaires. La leçon apprise à travers ces luttes ne sera pas oubliée en Mai. Une propagande matérielle d'un style nouveau se développe, les manifestations n'ont plus rien à voir avec les processions des organisations stalinienne, la discussion politique progresse, bref une force politique est née.

Le P.C.F. voit poindre le « danger gauchiste » dans les manifestations sur le Vietnam et se croit obligé d'effectuer un tournant opportuniste de dernière minute (reprise des mots d'ordre de la R.D.V. et du F.N.L. dans le cadre du Comité national d'action). Il abandonne le Mouvement de la Paix moribond à son triste sort et crée le « Comité national d'action pour la victoire du peuple vietnamien » mort-né (sa base de masse ne dépasse guère les militants des cellules du P.C.F. !). La mobilisation sur la révolution vietnamienne a contribué à accélérer la crise des organisations stalinienne principalement dans la jeunesse (U.J.C., U.E.C.). D'autre part, cette mobilisation fondait pratiquement **dans les faits** la critique des thèses stalinienne : « coexistence pacifique », « voies pacifiques vers le socialisme », politique d'Etat de la bureaucratie soviétique et propageait aux yeux de tous l'idée de l'**actualité de la révolution** et de l'ébranlement du système impérialiste mondial.

Par le biais de ces expériences organisationnelles et politiques, les militants révolutionnaires procédaient à des débordements largement suivis des initiatives capitalistes du P.C.F. qui annonçaient déjà l'action autonome des militants de mai et juin par rapport au P.C.F. La clarification politique portait essentiellement sur les thèses fondamentales de la théorie de la révolution permanente justifiées dans leur réalisation pratique et non plus simplement de façon théorique, selon 3 moments principaux.

1°) La révolution vietnamienne depuis août 1945 en particulier a montré la fausseté et le caractère réactionnaire de la théorie stalinienne de la **révolution par étapes** qui prévoyait d'abord la lutte pour l'instauration d'un régime bourgeois (démocratique national) appuyé par les forces prolétariennes pendant une période qui pouvait s'étendre sur plusieurs années éventuellement et ensuite la lutte de classe proprement dite entre la bourgeoisie « nationale » et les forces révolutionnaires ouvrières et paysannes. Cette tactique de Front national uni (bloc des 4 classes) ôtait au prolétariat toute autonomie par rapport aux forces bourgeoises et devait conduire à des désastres pour les communistes (cf. Ecrasement de la révolution chinoise en 27-29, désastre indonésien en 65).

Au Vietnam, le processus révolutionnaire a montré qu'en dépit de la formulation officielle de la stratégie exprimée dans le programme du Front Viet-Minh (et plus tard du F.N.L.) qui s'insérait dans la tradition stalinienne de révolution par étapes, que la séparation entre deux étapes distinctes était impossible. Dès le début de la révolution les contradictions sociales ne concernaient pas uniquement le colonialisme et la nation tout entière dressée contre lui mais opposaient en même temps les classes révolutionnaires à la bourgeoisie fantôme à la solde des colonialistes. Le renversement de l'impérialisme supposait l'abolition de la classe féodale des propriétaires fonciers, la réalisation de la réforme agraire et l'instauration de mesures semi-socialistes dès le début de la lutte. Ainsi les tâches de la révolution « nationale-démocratique » ne pouvaient être menées à bien que par la réalisation de l'étape socialiste (comme cela était déjà exprimé dans le programme de fondation du P.C. indochinois en 1930 3^e période de l'I.C.).

D'autre part la position très largement hégémonique des paysans et des ouvriers dans le Front, le rôle hégémonique du Parti Communiste en son sein, rendait impossible une issue bourgeoise (nationale démocratique) et la lutte révolutionnaire. Dès le départ des impérialistes français pouvait s'établir un régime de « dictature des ouvriers et des paysans sous la direction du Parti » (cf. Guerre du peuple, p. 30), qui devait résoudre les tâches de la construction du socialisme (qui ne put se réaliser au Nord à cause de la division du pays après les accords de Genève).

2°) Dès 1954, lors de l'achèvement de la réforme agraire, un processus de « révolution en permanence » se réalisait selon trois axes :

- révolution dans les rapports de production : liquidation des rapports de production capitaliste dans l'industrie et l'agriculture.

- révolution scientifique et technique : libération des forces productives par la mise en place d'une nouvelle division du travail qui devait abolir à long terme l'antagonisme ville-campagne, travail manuel, travail intellectuel.

- révolution idéologique et culturelle : diffusion de l'idéologie révolutionnaire, création d'une culture nouvelle, emploi de « stimulants moraux » dans la production, etc.

(cf. Le Duan, sur la révolution socialiste au V.-N., tomes 2 et 3.)

Cette analyse ne concerne que le Nord mais aurait pu s'appliquer à tout le Vietnam.

3°) Le rapport de forces à l'échelle internationale entre capitalisme et socialisme est lui aussi profondément transformé. Est concrètement démontré le caractère international et mondial du processus révolutionnaire (3^e thèse de la « révolution permanente ») : « La révolution vietnamienne fait partie de la révolution mondiale et son succès ne saurait être détaché de la révolution mondiale » (Le Duan). C'est pourquoi la victoire de la révolution vietnamienne ne sera définitive qu'après la défaite mondiale de l'impérialisme et en premier lieu dans **tout le Sud-Est Asiatique**. On ne peut en effet rien comprendre au développement de la révolution au Vietnam si l'on fait abstraction de la lutte en Corée, au Laos, en Thaïlande, etc., et plus généralement des luttes anti-impérialistes dans le monde.

La lutte révolutionnaire des paysans et ouvriers vietnamiens est donc à la fois un produit et une cause de la crise mondiale du système impérialiste. Elle a montré qu'en s'engageant dans la voie de la lutte armée, un pays faible et retardé économiquement pouvait vaincre l'impérialisme surtout si d'autres foyers s'allumaient dans d'autres parties du monde partout où cela est possible comme le suggérait Guevara. De ce fait, « la révolution de libération nationale, bien que nationale et démocratique dans son contenu, ne rentre plus dans le cadre de la révolution bourgeoise, mais devient partie intégrante de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale » (Le Duan). L'année 1969 sera peut-être celle du cessez-le-feu si l'on en juge par les succès militaires et optiques remportés par les vietnamiens. Cette première victoire dépendra aussi de la capacité des nouvelles avant-gardes révolutionnaires, en particulier en Europe, de tirer profit de la crise générale du capitalisme à l'heure actuelle pour ouvrir des perspectives révolutionnaires.

La lutte des révolutionnaires vietnamiens est aussi la nôtre, soyons partout à l'offensive.